

Pour une administration publique moderne et efficace

■ La réforme du statut des fonctionnaires il y a deux ans a affaibli le processus d'intégration selon Franco Ianniello, figure d'un syndicalisme attaché à l'esprit du projet des fondateurs de l'Europe.

Le 1^{er} mai 2004, le nouveau statut des fonctionnaires des Communautés européennes est entré en vigueur en complétant ainsi la plus radicale des réformes internes que la Commission européenne ait vécu depuis sa création en 1958. Une loi-cadre contenant des nouvelles dispositions sur tous les aspects de la fonction publique européenne : structure des carrières, conditions de vie du fonctionnaire, rémunérations et pensions, normes éthiques et procédures disciplinaires, personnel non permanent. Deux ans après, il y a lieu de savoir si le but de devenir une administration publique de rang mondial, moderne et efficace, a été atteint. Nous l'avons demandé à Franco Ianniello, chef de service à la Commission depuis les années 70 et figure d'un syndicalisme qui se veut le plus fidèle au projet des pères fondateurs de création d'une véritable Union politique.

M. Ianniello, d'abord au sein d'Union Syndicale, puis à la tête de Renouveau et Démocratie, vous avez toujours prôné une fonction publique au service d'une véritable Union politique. Que pensez-vous du nouveau statut des fonctionnaires ?

■ La réforme interne dans laquelle la Commission s'est engagée à partir de 1999 et qui a abouti au nouveau

statut des fonctionnaires, devait adapter celle-ci aux défis de l'élargissement à l'Est et à une Union plus proche de ses citoyens. Or, elle n'a fait que l'affaiblir en tant que moteur du processus d'intégration. Voilà le résultat : une fonction publique au service d'une zone de libre échange.

Quels sont les aspects du nouveau statut qui vous préoccupent le plus ?

■ On s'est d'abord éloigné du modèle d'administration publique continental pour assimiler une série d'éléments nouveaux propres à d'autres modèles forts différents. Ce qui n'a pas conduit à une moralisation de la fonction, mais à un blocage de la machine : nous avons toujours été en faveur de la moralisation, mais aujourd'hui la Commission est l'otage des contrôles. Viennent ensuite les questions relatives au recrutement, qui maintenant se fait à un niveau plus bas avec par conséquent des retards de carrière, et au système de notation et de promotion, qui non seulement se déroule pendant toute une année au détriment des activités programmées, mais est également conditionné par une enveloppe financière réduite, source de conflits et de démotivation. Quant aux outils de la politique sociale, c'est la dérive la plus totale : plus de lieux de rencontre, nationalisation des écoles européennes, égalités des

chances entre hommes et femmes toujours à réaliser notamment en ce qui concerne la présence des femmes au plus haut niveau de l'administration. Enfin, l'externalisation de certaines fonctions et la multiplication d'offices et d'agences un peu partout dans l'Union vont à notre avis à l'encontre du principe de la responsabilisation et nuiront à terme à la ville de Bruxelles en tant que cœur du processus d'intégration.

En mai prochain se tiendront de nouvelles élections syndicales. Quelles sont les propositions de Renouveau et Démocratie pour faire répartir la machine ?

■ Il faut réformer la réforme, ce qui suppose une relance du processus d'intégration. En bref, soit nous voulons une Europe forte, à la hauteur des défis auxquels elle est confrontée – et alors nous avons besoin d'une administration publique forte, dotée de moyens appropriés – soit nous nous contentons d'une zone de libre échange – et alors nous pouvons rester avec une administration minimale comme c'est le cas aujourd'hui. En vue des prochaines élections syndicales, nous disons : arrêtons de discuter de rémunérations et de taille, alors qu'il faut disposer d'une administration publique au service de presque un demi milliard de citoyens et attirer les personnes les plus qualifiées et compétentes qui existent sur le marché. ■